

Le féminisme, l'une des visées du projet politique du PCF

Le plus souvent, lors de nos congrès, peu de camarades s'expriment sur le féminisme ou se saisissent des travaux de la commission nationale en charge de cette question. Lors du précédent congrès, nous avons fait le choix de produire une contribution collective « **Le Féminisme ne tue pas** », envoyée à toutes les adhérentes et adhérents pour rendre visible cette problématique.

Pour ce 37ème congrès, nous nous réjouissons de constater que des camarades s'emparent de ce sujet central. Ainsi, plusieurs contributions portent des propositions féministes ou interrogent le projet féministe de notre parti.

Il importe cependant de bien poser les termes du débat. Le patriarcat est bien antérieur à l'aliénation de classes, il suffit d'une analyse historique pour le constater. Ce sont deux systèmes d'exploitation qui se nourrissent mutuellement sans pour autant se confondre. D'où l'importance de mener simultanément le combat contre le capitalisme et celui contre le patriarcat, de créer des convergences entre ces luttes mais de ne pas nier la singularité de ces deux systèmes de domination, ce qui nous empêcherait de les combattre efficacement !

Gagner l'égalité entre les femmes et les hommes et la liberté des femmes, dans la sphère publique comme dans la sphère privée, est un enjeu de société que nous voulons et devons relever, parce qu'il est aussi nécessaire pour combattre le capitalisme de combattre le patriarcat.

C'est dans cet esprit que nous revendiquons un féminisme-lutte des classes où l'émancipation des femmes permettra l'émancipation de toutes et tous.

Les ressorts du patriarcat

Le patriarcat tel qu'il existe dans les sociétés capitalistes repose sur « une répartition des tâches » entre les femmes et les hommes. Les femmes, en assurant la plus grande part de l'éducation des enfants, de l'entretien domestique, de l'aide aux personnes âgées, et autre travail gratuit, ont œuvré à entretenir la force de travail que les hommes mettaient à la disposition du capital. Maintenant que leur taux d'emploi s'est rapproché de celui des hommes, ce sont elles qui assurent les doubles journées sous-payées.

Il faut comprendre, pour les déconstruire, que les rapports de domination femmes-hommes se sont traditionnellement noués dans la famille dite « nucléaire », dans le cadre de l'institution du mariage qui, en l'absence du droit à divorcer, a longtemps enfermé les femmes à la maison. Elles y étaient dépossédées de toute propriété, de toute existence juridique ou encore de toute autonomie financière au profit du « chef de famille » ou « bon père ». Les luttes qui ont marqué le développement de nos sociétés ont, heureusement, considérablement fragilisé cet édifice.

Le marché du travail lui-même est marqué par cette mécanique, les femmes sont concentrées dans les secteurs d'activité du soin, de l'accueil et de l'éducation... dans des conditions où leur travail et leurs qualifications sont, sinon niés, du moins insuffisamment reconnus.

Ainsi la division du travail entre les hommes et les femmes s'est concrétisé sous trois formes : entre la famille et l'entreprise (l'une, domaine des femmes et l'autre, celui des hommes), au sein de la famille traditionnelle elle-même (composée d'un chef de famille au service duquel travaille son épouse) et au sein de l'entreprise où les femmes sont assignées à certains métiers et les hommes à d'autres.

Précarité, temps partiels imposés se conjuguent d'abord au féminin pour s'étendre à l'ensemble du monde du travail.

Mais même si le travail qu'elles exercent est pénible, le droit au travail des femmes reste

une conquête chèrement acquise et ouvre vers une liberté : l'autonomie financière.

Il est donc très important de dénoncer la façon dont le MEDEF se sert du travail des femmes comme laboratoire d'expérimentation pour étendre la flexibilité. Et malgré la solidité de nos argumentaires, il est à regretter qu'ils soient si peu partagés par l'ensemble du parti communiste français, dont les tracts, tout comme la majorité des discours, restent écrits au masculin. Et ce n'est pas là une question d'orthographe mais une question politique ! Il faudra beaucoup d'énergie pour que notre campagne « Zéro chômage » ne s'adresse pas exclusivement aux hommes.

Evidemment, le maintien de cet ordre social implique que les femmes et les hommes, ne sortent pas de ces rôles assignés. C'est bien la raison pour laquelle les lesbiennes, gays, bi ou trans réclamant l'égalité, sont cruellement et méthodiquement combattus par le patriarcat. Briser les assignations de genre est notre socle commun, celui qui nous permet de mener des luttes convergentes. Malheureusement sans conscientisation, au sein même des très diverses associations LGBT+, la hiérarchisation patriarcale sévit encore trop souvent. Ainsi les lesbiennes subissent, au minimum, une double discrimination, liée à leur sexe et à leur orientation sexuelle.

Nous sommes toutes et tous traversés par l'idéologie dominante du patriarcat et ce sont systématiquement les femmes qui en font les frais. Il ne faut pas tomber dans le piège qui consiste à décrédibiliser et à diviser les féministes afin de rabaisser, minorer leurs luttes.

Fédérer les luttes des dominé-e-s

Du droit à l'avortement au droit de vote, de la lutte contre les violences envers les femmes à la lutte pour l'égalité professionnelle, c'est toujours cette division fondamentale qu'il s'agit d'abolir. C'est le sens de l'engagement « féministe-lutte de classes ».

Construire une société libérée de toutes les formes de domination et de discrimination passe par la caractérisation de ces dominations et de leurs liens. C'est ce qu'Angela Davis a brillamment démontré, dès 1983, dans son livre : « Femmes, race et classe ». C'est l'un des fondements des études sur « l'intersectionnalité », sur lequel la commission « Droits des femmes et Féminisme » travaille depuis longtemps, tout comme sur le concept de « genre ». Il s'agit d'articuler les luttes anticapitalistes, antiracistes et féministes, sans les hiérarchiser, de les mener de manière solidaire pour faire reculer toutes ces dominations, de permettre des convergences sans nier les identités, autrement dit, de produire des luttes collectives en partant des aspirations individuelles.

Par-delà le cortège d'injustices et de souffrances que l'on connaît bien, la dynamique du capital, avec les besoins nouveaux qu'elle engendre, plonge les sociétés dans une crise systémique sans précédent. Le salariat est profondément bouleversé et dans le même temps les tâches familiales, auxquelles sont assignées les femmes, rencontrent de nouveaux défis, ainsi, par exemple, de l'allongement de la vie.

Conquérir l'égalité dans la vie familiale, dans la vie professionnelle et dans la vie publique en général est une urgence sociale. Et les luttes des femmes qui leur permettent de conquérir de nouveaux droits font progresser la société tout entière. Chaque nouvelle conquête remet en question, non seulement, l'ordre patriarcal mais encore l'aliénation capitaliste. C'est bien pourquoi les réactionnaires de tous bords, « Manif pour Tous » en tête, manifestent une telle

fébrilité. Ils ont peur. **Et c'est bien pourquoi nous pensons que les luttes des femmes sont au centre de la visée communiste. La révolution féministe est à l'ordre du jour, et elle concerne tous les aspects de la vie : les salaires, les services publics, le pouvoir, la parentalité...**

Et au PCF ?

Si nous estimons, donc, que les femmes, et avec elles toutes les victimes des discriminations de genre, doivent prendre le pouvoir dans la société – non pas pour l'accaparer mais pour le partager- il importe que les militantes communistes prennent le pouvoir dans leur propre parti. C'est le sens de la bataille de la parité que nous avons engagée dans toutes nos instances et qui est encore loin d'être gagnée, tant il est vrai que les campagnes sexistes organisées dans le débat public font des dégâts jusque dans nos rangs. Du reste, pour ne pas être formelle mais permettre véritablement au PCF de mettre les luttes des femmes, des féministes, au premier rang de ses préoccupations, la parité doit reposer sur une transformation constante de nos organisations militantes. Pourquoi ne pas réfléchir à de nouveaux mécanismes comme à la mise en place de binômes à parité à certaines responsabilités ? Pourquoi ne pas alterner systématiquement une intervenante et un intervenant lors des prises de parole jusqu'à épuisement des inscrit-e-s ?...

La parité n'est pas une fin en soi, c'est un outil pour gagner l'égalité politique. Aussi, est-il important de porter une attention continue en faveur d'une vision féministe incluse dans chacune des réflexions et initiatives communistes.

Les violences faites aux femmes, un fléau qui nuit gravement à l'égalité

Tant que perdureront les violences faites aux femmes, il sera très difficile de gagner l'égalité. En effet, les violences sont l'expression ultime que l'homme a tout pouvoir sur la femme, qu'il considère comme « sa propriété ». Dans ce contexte, le système prostitutionnel joue un rôle particulier et son abolition, soutenue à la quasi-unanimité des associations féministes et portée historiquement par le PCF, constitue un enjeu de civilisation.

Si le viol est considéré, depuis peu, comme un crime, l'affaire du Carlton de Lille a montré que le recours à la prostitution permet d'en acheter l'impunité. Si les institutions maritales n'autorisent plus qu'on use et qu'on abuse d'une femme comme d'une propriété, le recours à la prostitution est non seulement une violence terrible mais la justification que la femme est un être dominé. Evidemment, toute une industrie est nécessaire pour faire vivre ce « fantasme patriarcal » qui considère les femmes comme des marchandises. Il faut des réseaux de traite, des relais culturels et politiques, des lobbies... Les témoignages des survivantes de la prostitution recueillis par les associations donnent une idée des méthodes abominables employées pour maintenir la discipline dans les rangs. La « prostitution de rue » fait perdurer l'idée, dans les consciences, qu'une femme dehors serait un corps potentiellement à « prendre » et donc une femme débauchée. Et à l'opposé, une femme de « bonne vertu » devrait rester chez elle. Le viol ou encore le harcèlement de rue, que toutes les femmes connaissent, trouvent leur fondement dans cette logique, même si l'on sait que ce qui se passe à l'intérieur peut ne pas être plus réjouissant.

Avec le développement de la pornographie de masse, la prostitution et les rapports qui la constituent ont acquis un rôle éminemment normatif et prescriptif : les adolescentes et les adolescents de notre pays, font, majoritairement, leur éducation devant des films qui leur enseignent la légitimité de la violence sexuelle et sexiste par la soumission des femmes. Elles et ils y apprennent que la sexualité d'une femme est à la disposition des hommes. C'est toute la

perversité de systèmes et d'industries qui prétendent participer de notre libération sexuelle.

Il ne s'agit pas de liberté mais de libéralisme

Les chiffres sont éloquentes : 80% des personnes qui se prostituent sont des femmes et des fillettes, parmi lesquelles les $\frac{3}{4}$ ont entre 13 et 25 ans.

Au total, la prostitution engendrerait un chiffre d'affaire mondial approximatif de 60 milliards d'euros par an et un chiffre d'affaire européen de 10 milliards, soit un sixième. Pour le territoire français, la prostitution atteindrait un chiffre d'affaire estimé à 3,2 milliards d'euros (Etude Proscost de mai 2015).

C'est un marché juteux qui s'appuie sur des réseaux criminels. Comment parler de liberté de choix dans une société où la précarité, les violences, les guerres jettent hommes, femmes et enfants sur les routes ?

Plus de 85% de femmes victimes de la traite des êtres humains, venues d'Europe de l'Est, d'Afrique sub-Saharienne, d'Asie...deviennent ici esclaves sexuelles, violées, plusieurs fois par jour, sous le joug de proxénètes, de passeurs, de mafias.

On veut nous faire croire que vouloir abolir le système prostitutionnel est une atteinte aux libertés individuelles, au libre choix. Mais de quelle liberté parle-t-on quand un rapport sexuel entre individus est tarifé, quand le plaisir de l'un repose sur la soumission de l'autre, quand l'un commande et l'autre exécute, quand les fantasmes de celui qui paye dictent les règles ?

Abolir la prostitution n'est pas un combat moral, archaïque, c'est un combat pour la liberté et pour l'égalité. C'est admettre et reconnaître le plaisir féminin, c'est une exigence d'égalité afin de permettre, à chacune et à chacun, l'expression d'une sexualité libre.

Nous rejetons les termes de travailleuses et travailleurs du sexe, non par puritanisme mais parce que la prostitution n'est pas une profession qui demanderait à être encadrée, réglementée : temps de travail, rémunération, formation..., mais une violence extrême, un crime dont les victimes sont majoritairement des femmes.

Dire que la prostitution a toujours existé pour justifier notre impuissance à l'abolir n'est pas un argument ! Et le capitalisme alors, c'est un système d'aliénation qui perdure depuis des siècles. Pourtant, nous voulons à juste titre, nous les communistes, en libérer la société !

Alors oui, la loi qui vient d'être votée, non sans résistances, va dans le bon sens et nous sommes fières d'y avoir contribué comme bon nombre de militant-e-s et élu-e-s communistes. Elle est certes perfectible mais d'ores et déjà, elle renforce les outils permettant d'aider les personnes prostituées à sortir de ce système.

Cette loi ne vise pas la prohibition mais bien la protection des personnes prostituées qui, avec la suppression du délit de racolage passif, ne peuvent plus être accusées de provoquer l'achat d'actes sexuels et acquièrent donc un statut de victimes. Le corps des femmes n'est pas une marchandise, tel est le message adressé aussi aux clients, qui font partie intégrante de ce système. C'est une façon de les responsabiliser, de les inviter à envisager leurs rapports aux autres de manière différente et certainement plus libératrice aussi pour chacun d'entre eux. L'une des porte-parole

d'une association abolitionniste souligne cette dimension : « *Tous les garçons qui grandiront désormais en France sauront que, de même qu'il est interdit de voler, de tuer... il est interdit de s'emparer du corps, de la sexualité d'autrui par la force ou par l'argent. C'est aussi un message puissant envoyé aux filles, qui rappelle qu'elles ont le droit de vivre en toute autonomie leur sexualité* ». Nous pourrions d'ailleurs ajouter : tout comme aux trans, que certains aimeraient cantonner pour toujours dans les bois autour de Paris.

Ces combats, que nous menons au sein de la commission nationale « Droits des femmes et Féminisme », illustrent, pour une part, le féminisme-lutte de classes que nous portons. Ils sont indispensables à l'émergence d'une société d'émancipation humaine, c'est pourquoi, ce sont des combats qu'il nous faut partager afin de les livrer ensemble.

Notre congrès devrait nous y aider en ouvrant notamment de nouvelles formes de travail entre les différentes commissions thématiques et les instances de directions. Nous avons besoin de plus de travail collectif en favorisant nos échanges et en les faisant régulièrement valider par le conseil national et l'exécutif.

Matthieu Bauhain (92), Hélène Bidard (75), Laurence Cohen (94), Camille Lainé (93)